



Alors que les plans successifs de suppressions d'emplois (9116 en 4 ans) ont mené les postes et services au bord du gouffre, le projet de loi de Finances 2014, avec 1988 nouvelles suppressions d'emplois va les y précipiter

Concernant le département des Hauts de Seine, c'est 32 nouvelles suppressions d'emplois qui sont annoncées pour 2014 (-3A+, -1A, -49B, +21C)

Ces chiffres ne tiennent pas compte des transformations d'emplois de C en B et de B en A, qui ne seront connues qu'ultérieurement.

L'Administration ne tente même plus de se justifier puisqu'une contribution proportionnelle (sorte de franchise) est mise en place de façon « bête et méchante » et sans explication du mode de calcul

Dans le même temps, les services sont sollicités comme jamais, à tous les niveaux, et bon nombre de collègues sont, d'ores et déjà, épuisés nerveusement et physiquement.

Le constat est accablant : partout, les collègues témoignent de leur tentative désespérée d'accomplir leurs missions dans l'urgence et sans aucune lisibilité.

La seule réponse de l'Administration pour pallier cette désorganisation sans précédent des services a pour nom : « Démarche stratégique ».

En réalité, cette démarche n'a d'autre objectif que d'adapter les services aux prochaines cures d'austérité.

Dans le même temps, les Ministres feignent de s'engager sur des pseudos plans d'action visant à lutter contre le développement des risques psychosociaux.

La Direction a également inscrit à l'ordre du jour du CTL une série de restructurations et transferts de services sans consulter les Organisations syndicales, le CHS et les agents concernés:

- **Départementalisation des procédures collectives,**
- **Regroupement du PCE de Clichy à Levallois,**
- **Transfert de l'antenne de Levallois du PCR 2 à Nanterre,**
- **Déménagement de la 2ème BDV d'Issy à Sèvres, déménagement de la BCFI d'Issy à Montrouge.**
- **Installation de la trésorerie d'Issy-les-Moulineaux dans les locaux du Centre des Finances Publiques.**

C'est pourquoi toutes les sections syndicales ont décidé de boycoter le CTL du 20 décembre.

Contre les suppressions d'emplois et les déménagements-restructurations , nous avons décidé la signature d'une pétition à diffuser dans tous les services.

Dans un tel contexte aussi désastreux, le Syndicat FO-DGFIP 92 considère que la mobilisation la plus large est la seule riposte pour stopper la destruction des services de la DGFIP.